

La Commission sera également disposée à considérer d'autres motifs d'exception, comme les augmentations nécessaires au maintien de rapports établis depuis longtemps entre les salaires de groupes étroitement liés et d'autres cas spéciaux d'injustice. Les employeurs peuvent également accorder des augmentations de rémunération supérieures à celles établies dans les lignes directrices, si ces augmentations sont le résultat de la prise de mesures visant à améliorer les conditions d'hygiène ou de sécurité des employés au travail, à éliminer les méthodes de travail restrictives, à compenser les déficits d'exploitation de caisses de retraite ou à éliminer la discrimination des sexes dans les régimes de rémunération.

Je souhaite donc que les règlements et que les pouvoirs de la Commission de lutte contre l'inflation permettent, de fait, un juste rattrapage à ceux des régions à faible taux de croissance économique, là où les salaires sont de loin inférieurs à la moyenne nationale; parallèlement, bien sûr, le ministère de l'Expansion économique régionale ne devra pas être celui affecté par le ralentissement des dépenses gouvernementales, de façon à accorder aux employeurs des régions défavorisées le moyen de permettre ce rattrapage.

Je n'ai aucune raison de ne pas accorder mon entière confiance à l'honorable ministre des Finances (M. Macdonald), qui, dans son discours de vendredi dernier à la Chambre, a indiqué clairement qu'il avait bel et bien l'intention de protéger ceux que je viens de défendre.

L'important, c'est de convaincre les milieux récalcitrants que la lutte contre l'inflation ne se fera pas sur le dos des gagne-petit, quitte à amender le texte de la loi ou les règlements, s'il le faut, de façon qu'aucun doute ne subsiste à ce sujet.

● (1710)

Si cette confiance est acquise, la partie est bien jouée et la lutte contre l'inflation s'avèrera efficace, car alors la population n'hésitera pas à se rallier et à collaborer, en dépit des sacrifices que cela implique, dans le cadre d'une loi qui se montre juste, même si elle a de fortes dents. Certes, il restera toujours des contestataires, qu'ils soient réactionnaires, partisans ou frustrés, mais leur négativisme égoïste et anti-social ne saura, dans ces conditions, toucher les tenants du bon sens, soit l'immense majorité des Canadiens qui attend de son gouvernement une action énergique qui soit juste dans les circonstances actuelles, c'est-à-dire un véritable et opportun leadership.

**M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe):** Madame le président, je suis heureux de succéder à ce moment-ci au député de Drummond (M. Pinard), qui vient de sonner l'alarme avec des mots à peine voilés, et qui vient d'indiquer au gouvernement les dangers que court la société canadienne avec ce programme mis de l'avant par l'administration libérale. Je suis très heureux que le député de Drummond ait signalé ses lacunes et formulé des souhaits. Il a même suggéré la possibilité d'amendements.

Madame le président, nous sommes en pleine crise économique. Nous y sommes plongés depuis déjà trop longtemps. Et je vous assure que je n'ai pas l'intention de vous proposer une dissertation.

J'imagine que ceux qui sont habitués à observer les débats de la Chambre, notamment ces messieurs de la presse, en ont vu de toutes les couleurs. On a assisté à des performances tantôt dramatiques, tantôt absolument ridicules. J'imagine qu'aujourd'hui on a peut-être dépassé tout ce qui s'était vu auparavant. Les observateurs regardent une équipe ministérielle qui, du premier banc à l'arrière-banc, doit se sentir extrêmement gênée d'apporter aujourd'hui un programme qu'ils ont tellement condamné il y a si peu longtemps, d'embrasser aujourd'hui ce qu'ils ont renié il y a si peu longtemps. Et la couleur qui apparaît sur leur

### *Loi anti-inflation*

visage, madame le président, n'est pas tout simplement la couleur de leur parti politique...

**M. Joseph-Philippe Guay (Saint-Boniface):** Il rêve en rose.

**M. Wagner:** C'est une indication de ce qu'ils ressentent au plus profond d'eux-mêmes.

Il est sûr que nous sommes déterminés à vaincre ce fléau de l'inflation, qui gruge au plus intime de la société. Nous luttons, nous dans l'opposition officielle, depuis déjà longtemps, afin d'amener le gouvernement à présenter des mesures qui puissent vaincre cette inflation. Nous savons, nous, quel impact le coût de la vie peut avoir sur les petites entreprises, sur les plus faibles, sur les ouvriers les plus démunis, sur les entrepreneurs laissés à eux-mêmes, sur les gens qui ne sont pas syndiqués, sur les familles surtout.

**M. Guay (Saint-Boniface):** Il parle comme un évêque. Je prierais le député de ne pas oublier le cardinal Léger.

**M. Wagner:** J'entends le whip du parti d'en face qui me dit: N'oubliez pas le cardinal Léger. Même pas le cardinal Léger! Je n'oublie surtout pas les familles qui sont affectées par le coût élevé de la vie, et je vous signale, madame le président, qu'en aucun moment durant ses palabres de quelque 20 minutes à la télévision l'autre soir, le premier ministre n'a osé mentionner le mot «famille». Pourtant c'est la cellule même de notre société économique.

Donc, nous aussi nous voulons lutter. Nous espérons que les Canadiens dans toutes les provinces du pays contribueront à faire en sorte que les mesures proposées puissent régler un peu le coût de la vie exagéré que nous connaissons. D'autre part nous n'avons pas le droit de demeurer silencieux. Nous n'avons pas le droit de ne pas dénoncer ce contraste ridicule entre la performance d'un premier ministre qui, depuis un an et demi, a laissé l'économie du pays aller à la dérive à cause de sa mollesse, de son impuissance, à s'attaquer aux véritables causes. Et, tout d'un coup, à la dernière minute, résultat de quelque inspiration divine peut-être, il nous arrive avec ce qu'il croit être une preuve de leadership.

Madame le président, il est assez difficile d'excuser la politique de laisser-faire du gouvernement depuis plusieurs années. Il est assez difficile de leur dire aujourd'hui: Bravo pour ce que vous nous apportez à la dernière heure, et que vous avez donc été grands auparavant! Je sais que dans toutes les régions du pays devant une performance, une volte-face aussi cynique, aussi machiavélique et aussi hypocrite, la population canadienne en a le haut-le-cœur, et si elle est prête à emboîter le pas et à suivre les directives suggérées, ce n'est pas par affection pour le gouvernement. Ce n'est pas non plus parce qu'elle a cru en ce gouvernement. Au contraire, sa crédibilité s'effrite de jour en jour. On ne peut pas empêcher les gens d'être parfois cyniques devant les hommes publics et devant les gouvernements, quand ils ont aujourd'hui devant les yeux une semblable attitude.

Je vous dirai, madame le président, que j'ai encore à la mémoire certaines déclarations en Chambre, lors de la présentation du budget du mois de mai 1974, alors que le premier ministre parlant du célèbre budget Turner, disait, et je cite:

Ce budget n'emprunte pas la voie facile. Nous ne voulons pas la solution facile du NPD ou les contrôles des salaires que désirent les conservateurs; nous voulons une politique qui permettra à notre économie de rester la première au monde.

Le même premier ministre, toujours ce 7 mai 1974, disait à la Chambre, et je cite: